



**DÉCISION (2025-36)
PORTANT SUR LE TRAITEMENT DU
RECOURS GRACIEUX POUR LA
DP 074 307 25 0 0018**

Le Maire de Villy-le-Pelloux,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-22 et L2122-22,

VU la délibération n° 2020-17 en date du 09/06/2020 donnant délégation à Madame le Maire pour les fonctions énumérées à l'article L2122-22 dans les conditions prévues par ce dernier,

VU le devis n° 17 / 25 - 2025 reçus de la part de l'entreprise URBALISE CONSEIL EURL,

Considérant le besoin de faire appel à un cabinet de consultant en urbanisme pour solutionner légalement et justement le recours gracieux déposé contre la DP 074 307 25 0 0018

DÉCIDE

Article 1 : De valider le devis de URBALISE CONSEIL EURL pour un montant de 1800,00€ TTC.

Article 2 : Le Maire et le Comptable public sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision. Une ampliation du présent acte sera :

- Annexé au registre de la Commune de Villy-le-Pelloux
- Transmis à Monsieur le Préfet de Haute-Savoie

Article 3 : Conformément à l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine séance du Conseil Municipal.

Fait à Villy-le-Pelloux,

Madame le Maire,

Charlotte Boettner



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la plus tardive des dates suivantes : sa publication/notification, réception par le représentant de l'état. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- A compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale
- 2 mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai

Affiché/Publié le :

27 NOV. 2025

